



Hélène Le Gal.

Ambassadrice de France au Maroc

“Le partenariat n’est pas déséquilibré”

Hélène Le Gal a pris ses fonctions en tant qu’ambassadrice de France au Maroc depuis septembre dernier. Dans cet entretien, elle s’exprime sur la coopération économique bilatérale et la nécessité d’innover en la matière ainsi que sur les autres dossiers de partenariat entre les deux pays.

Interview réalisée par **Jihane Gattioui**
j.gattioui@leseco.ma

La France maintient son rang de 1er investisseur au Maroc. Elle est 2e client et 2e fournisseur du Maroc mais dans un contexte marqué par une concurrence internationale, quelles sont les pistes d’innovation dans les formes de partenariat économique ?

Je pense que le Maroc est pour la France un pays tout à fait «à part». Nous avons beaucoup de convergences et nous portons ensemble des projets au niveau international. Il s’agit à titre d’exemple de la question environnementale (COP 21, COP 22). Et nous allons continuer à travailler sur tous les sujets d’intérêt commun. Vous avez évoqué les questions économiques et la place importante de la France au Maroc. L’innovation en matière de coopération passe aussi par la présence du Maroc en France. Depuis que je suis ici, j’ai constaté que des entreprises marocaines investissent aussi en France. Le partenariat n’est pas en effet déséquilibré. Il s’agit d’un partenariat gagnant-gagnant. Et c’est justement ces pistes-là qu’il faut travailler pour aller plus loin

dans notre coopération. Notre rôle au Maroc est d’accompagner un certain nombre de choix faits par les autorités marocaines. Les différents discours de sa majesté le roi reviennent sur des axes qui sont donnés pour la politique économique du Maroc, notamment la régionalisation, la lutte contre les inégalités... À cet égard, nous avons des outils de coopération à travers notamment l’Agence française de développement pour qui le Maroc est le premier partenaire et qui est très implantée en Afrique. Nous avons organisé, il y a une semaine, avec le Conseil économique, social et environnemental un séminaire

«Notre rôle au Maroc est d’accompagner un certain nombre de choix faits par les autorités marocaines».

sur la ville durable dans le cadre de la préparation du sommet «Afrique-France» qui se tiendra en juin 2020 à Bordeaux. C’était une rencontre très enrichissante. Les échanges avec le Maroc qui a beaucoup d’idées peuvent servir d’incubateur pour d’autres pays en Afrique.

Justement, quels sont les domaines clés pour booster davantage la coopération économique bilatérale ?

La ville durable que je viens de citer est un domaine clé. Le Maroc à l’instar de l’ensemble des pays africains est confronté à l’augmentation urbaine qui nécessite la création de nouvelles villes. À ce titre, on a déjà des exemples, comme la ville de Ben Guerir qui est en train de muter ou la cité de Zénata qui voit le jour. Des villes se transforment, de nouveaux quartiers voient le jour à Casablanca par exemple. Autour de cette dynamique, des entreprises françaises ont beaucoup travaillé sur des projets innovants.

Quel regard portez-vous sur la coopération sécuritaire bilatérale qui s’est intensifiée au cours des dernières années ?

La coopération sécuritaire entre les deux pays est très bonne. En matière de lutte antiterroriste, nous avons les mêmes ennemis qui sont par exemple ceux qui sont engagés au sein d’Al Qaïda dans le Sahel ou au sein de Daech en Syrie et en Irak. Nous avons un intérêt objectif à travailler ensemble car nous sommes confrontés à la même réalité. Ce sont en effet des citoyens de nos pays qui se sont déplacés sur ces théâtres et qui, dans le cas de la France, ont organisé des attentats comme notre pays n’en avait jamais connu. Donc, la coopération sécuritaire est, pour nous, très importante et elle se passe très bien avec le Maroc. Elle passe par l’échange de renseignements et par des équipes qui se voient, travaillent ensemble, se connaissent... Au-delà du terrorisme, il s’agit aussi de la lutte contre toutes les filières ou les mafias. On se rend compte qu’au fond, ce sont les mêmes qu’on retrouve dans des affaires de stupéfiants, de migration illégale... Nous avons un intérêt objectif à travailler ensemble sur ce dossier.

La 14^e réunion de haut niveau entre le Maroc et la France se tiendra en décembre prochain. Plusieurs thèmes ont été retenus : l’éducation, la jeunesse, la coopération décentralisée, le développement durable... Quelles sont vos attentes de cette rencontre ?

La réunion de haut niveau se tient au niveau des deux chefs de gouvernement qui sont entourés par un certain nombre de ministres. Elle permet à ces ministres de se connaître et de travailler ensemble sur plusieurs sujets comme l’éducation, la culture, la jeunesse, la santé... Elle permet également d’assurer une régularité dans la relation. En effet, les réunions de haut niveau se tiennent tous les deux ans. C’est à travers le contact d’administration



à administration qu'on avance. Et dans ce cadre-là, la coopération décentralisée est aussi un volet très important car elle permet d'accompagner la régionalisation avancée voulue au Maroc ainsi que notre politique territoriale (nos régions et nos villes). Il est important de se rencontrer et de se connaître. C'est pour cette raison que nous tenons à ce que ces réunions se tiennent régulièrement pour pouvoir notamment signer des accords.

Quid des mécanismes de suivi de ces réunions de haut niveau pour évaluer leur impact ?

La dernière réunion a eu lieu en septembre dernier à Paris. C'était la secrétaire d'État à l'époque auprès du ministre des Affaires étrangères marocain qui a mené la délégation marocaine. Et de notre côté, c'était le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères. Ils ont justement fait un suivi de la rencontre de 2017 pour évaluer la mise en œuvre de ce qui a été annoncé et définir s'il y a des domaines sur lesquels il faudra mettre l'accélérateur... Des réunions régulières au niveau administratif ou au niveau des ministres permettent de faire cette évaluation. Les ambassades aussi font le suivi constant de ces accords.

La langue française jouit d'un statut de véritable deuxième langue au Maroc. Or, le niveau de maîtrise de cette langue par les élèves marocains s'est détérioré au cours des dernières années. Comment traitez-vous ce dossier surtout que de plus en plus de voix s'élèvent au Maroc pour appeler à valoriser plutôt la langue anglaise ?

La question du niveau de français est un sujet dont on parle dans tous les pays y compris en France. On dit que les jeunes Français d'aujourd'hui n'ont pas le même niveau. C'est très difficile à juger d'autant plus que je n'étais pas au Maroc il y a dix

ou vingt ans pour faire des comparaisons. Je vois que nombre de Marocains suivent l'enseignement de plus en plus loin. C'est impressionnant. Au cours des vingt dernières années, le taux de Marocains qui accèdent aux études universitaires est bien plus élevé. Je pense que de plus en plus de Marocains maîtrisent plusieurs langues : le français, l'anglais, l'espagnol...

C'est juste pour garder ce statut privilégié de la langue française au Maroc...

À mon avis, il ne faut pas opposer le français à l'anglais. Le Maroc est dans l'environnement de l'Afrique, en particulier l'Afrique francophone. Je pense que le français est une langue de communication pour le Maroc à travers ses partenaires les plus naturels et aussi envers la France qui est le pays du Nord. Mais d'abord et avant tout, plus de locuteurs de la langue française sont en Afrique. La langue française devra toucher, dans les années 2030, quelque 800 millions de personnes. L'avenir de la langue française est en Afrique. Je pense que le français fait partie de la politique du Maroc tournée



«L'avenir de la langue française est en Afrique. Je pense que le français fait partie de la politique du Maroc tournée vers l'Afrique. Je dirai même que c'est un atout pour le Maroc dans sa relation avec l'Afrique».

vers l'Afrique. Je dirai même que c'est un atout pour le Maroc dans sa relation avec l'Afrique. De plus, un Marocain, qui parle le français et l'arabe parlera anglais avec encore plus de facilités car il maîtrise déjà plusieurs langues.

Les étudiants marocains représentent le premier contingent d'étudiants étrangers en France (40.000). La dernière décision d'augmenter les frais de scolarité pour les étudiants étrangers hors Union européenne a été un coup dur pour les familles marocaines. Dans le cadre de l'excellence des relations bilatérales, quelles sont les mesures qui pourraient être prises en la matière ?

Former un étudiant coûte de l'argent au contribuable français qui paie ses impôts. Les frais d'inscription restent modiques et ne sont pas à la hauteur de ce que coûte un étudiant. C'est une manière de contribuer aux frais. Il a été décidé l'année dernière de modifier le système et de demander des frais plus élevés aux étudiants étrangers du fait qu'il y a beaucoup de bourses pour les plus modestes. Des universités françaises ont également mis en place des systèmes d'exemption à leur niveau. Ainsi, la différence n'a pas été, de fait, beaucoup ressentie. Je constate qu'au niveau de campus France qui est notre organisme qui examine les candidatures marocaines pour les études, nous avons pratiquement autant de candidatures que l'an passé. En plus, beaucoup d'étudiants font leurs études dans les grandes écoles d'ingénieurs ou de commerce. Je crois que le nouveau système n'affecte pas les frais de scolarité et permet de financer des bourses pour les plus modestes dont les familles ne peuvent pas supporter leurs séjours en France.

Le Maroc accueille le premier réseau culturel de France. Quels sont vos objectifs en la matière ?

Nous avons 13 instituts français au Maroc. L'enjeu aujourd'hui est de sortir des instituts au niveau de la programmation car certaines personnes n'osent pas aller dans les instituts. Il faut faire des choix dans notre programmation pour amener de la culture hors les lieux, dans la rue, dans les espaces publics. Le deuxième axe porte sur tout ce qui est numérique. Le musée virtuel est maintenant installé dans plusieurs Instituts français. Il permet de visiter des musées depuis l'institut et d'approfondir ensuite les recherches avec les médiathèques. La jeunesse est la priorité numéro 1. Il s'agit de toucher les jeunes Marocains et les amener à venir dans les médiathèques et les instituts dès l'enfance.

Ce n'est pas encore au rythme escompté ?

Je pense que si. Je suis époustouffée par le nombre de jeunes qui se trouvent dans les instituts, d'enfants qui sont en train de lire un livre et d'étudiants qui viennent consulter les ouvrages dont ils ont besoin. Je trouve que c'est assez impressionnant. ●